

Objektyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **31 (1994)**

Heft 1158

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

10 février 1994 – n° 1158
Hebdomadaire romand
Trente-et-unième année

Le champ de forces appelé Suisse

Ce qui fait souci sur les bords de la Limmat trouve rapidement écho dans la Berne fédérale. Inversement, ce qui préoccupe la Suisse romande compte à peine outre-Sarine. Encore plus schématiquement: les problèmes de Zurich deviennent ceux du pays, tandis que le *Welschland* est renvoyé aussi longtemps que décentement possible à ses propres difficultés. Ainsi, la Confédération s'occupait de relance il y a dix ans et se soucie de sécurité intérieure aujourd'hui.

En 1982-83, quand le nombre des demandeurs d'emplois zurichois représentait le sixième de l'effectif des chômeurs enregistrés dans toute la Suisse, la Confédération lançait un programme de relance signé Kurt Furgler. Dans la présente crise, le taux de chômage dans le canton de Zurich, quoique doublé en 1993, demeure inférieur à 5% (4,7% en janvier) alors que tous les cantons latins (sauf Fribourg) affichent des proportions bien supérieures et en constante progression, de l'ordre de 7% (Neuchâtel) à plus de 8% (Valais: 8,3%; Vaud: 8,1%).

En l'absence d'un chômage «visible», les Zurichois s'adonnent à d'autres peurs, celles que suscitent en eux la scène ouverte du Letten, la criminalité liée au trafic de la drogue, le taux-record de cas de Sida, la juxtaposition-confrontation de situations socio-professionnelles aussi diverses qu'inégales et surtout les violences inhérentes à la vie dans une grande ville — la seule mégapole à l'échelle suisse, avec tout près d'un million d'habitants dans l'agglomération.

Le sentiment d'insécurité étant par définition subjectif, il est facile de jouer avec les angoisses tapies en tout citoyen amateur de «propre en ordre» et plus ou moins vivement ressenties par toute personne fragilisée par l'âge ou la maladie, par des difficultés financières, professionnelles ou familiales. Les populistes contemporains, à l'instar des démagogues de tous les temps, manipulent en profondeur, créant ce climat d'inquiétude à la faveur duquel ils comptent bien renforcer leur influence — quitte à faire le lit d'une extrême-droite à leurs yeux préférable à une

démocratie forcément laxiste et génératrice de désordre.

Zurich vit donc dans l'anxiété, ambiance particulièrement détestable en période électorale; dans une propagande primaire et à coup d'annonces diffamatoires, les causes de tant de peurs sont bien évidemment attribuées à la majorité rose-verte qui gouverne depuis quatre ans la métropole des bords de la Limmat. Au vu des premiers résultats des élections communales dans le canton de Zurich, les attaques ont visé juste.

Par une contagion malsaine, Zurich a rapidement communiqué ses appréhensions jusqu'à la Berne fédérale. Les partis bourgeois se laissent vite gagner par l'obsession sécuritaire. L'UDC en fait son idéologie, le PDC se lance à son tour, avec réticences et circonvolutions comme à son habitude, et le Parti radical construit tout un programme, avec thèses et mesures, sur le thème de la sécurité publique. Sentant le vent et réagissant avec une vitesse peu habituelle, Arnold Koller, chef du Département fédéral de justice et police, vient de lancer son plan d'action «Sûreté intérieure 1994».

De toute évidence, le débat mis en scène à Zurich et vite poursuivi à Berne n'a de sens que politique. Il vise à incriminer les socialistes et les écologistes, en leur imputant tous les effets de la vie dans une société urbaine particulièrement dure. Le Parti socialiste réplique avec raison que la sécurité est d'abord sociale et l'inquiétude d'abord économique. Les Verts annoncent pour lundi leur réaction à la «polémique bourgeoise» et à la recherche de boucs émissaires.

Fort bien, mais cela ne change rien à une réalité fondamentalement inacceptable dans ce pays qui se pique de respecter les minorités. Bien sûr, le poids de Zurich est si lourd que la plus grande ville du pays ne peut manquer de polariser l'attention; bien sûr, la Romandie, fédéraliste et dispersée, n'existe pas à côté d'une telle puissance. Mais j'enrage de voir la belle construction appelée Confédération se réduire à un simple champ de forces...

YJ